



GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

Fax : 04.92.40.61.68

E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



Groupement
Hospitalier de Territoire
Alpes du Sud

Gap-Sisteron • Briançon • Laragne • Embrun • Alguilles • Barcelonnette

SE9 N169

TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LE SITE PRINCIPAL DU CENTRE HOSPITALIER BUECH- DURANCE (LARAGNE-MONTEGLIN) TEPCHBD24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES N° 035-2024 (CCAP)

Marché à procédure adaptée passé en application des dispositions relatives aux marchés publics : des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Codes nomenclature DGOS : PF12COOO travaux éclairage public

Nomenclature CPV :
34993000 Eclairage public
31527200 Eclairage extérieur

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....	3
1-1 OBJET DU MARCHE.....	3
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE	3
1-3 FORME DU MARCHE	3
1-4 DUREE DU MARCHE.....	3
1-5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
1-6 MAITRISE D'ŒUVRE (MOE).....	4
1-7 CONTROLE TECHNIQUE (CT)	4
1-8 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (CSPS)	4
1-9 ETUDES D'EXECUTION	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
2-1 PIECES CONTRACTUELLES.....	5
2-2 ASSURANCES	5
2-2.1 Responsabilité civile	5
2-2.2 Responsabilité décennale	6
ARTICLE 3 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE.....	7
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION	7
4-1 LIEU ET CONDITIONS D'EXECUTION	7
4-2 SOUS-TRAITANCE.....	7
4-3 PERIODE DE PREPARATION	8
4-4 DEPART DES DELAIS CONTRACTUELS.....	8
4-5 REUNIONS DE CHANTIER.....	8
4-6 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	9
4-7 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES ETUDES D'EXECUTION ET LES DOE	9
4-7.1 Présentation	10
4-7.2 Contenu	10
4-8 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR).....	11
ARTICLE 5 – GARANTIE	11
ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	11
ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT	12
7-1 MODALITES DE FACTURATION DES TRAVAUX.....	12
7-2 CONDITIONS DE PAIEMENT	12
ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD	13
ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAUT	14
9-1 RESILIATION.....	14
9-2 EXECUTION PAR DEFAUT.....	15
ARTICLE 10 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	15
ARTICLE 11 - CONTESTATIONS ET LITIGES	15

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

1-1 OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet des prestations de fourniture et de pose de candélabres, massifs béton, mâts et lanternes sur le site principal du CH Buëch-Durance situé sur la commune de Laragne-Montéglin.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché est conclu avec un lot unique

Les variantes sont autorisées sous condition de répondre à l'offre de base.

1-3 FORME DU MARCHE

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS), établissement support du GHT des Alpes du Sud :

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

Représenté par Madame Anne RUDER, Directrice d'établissement par intérim.

Maître d'ouvrage :

Centre Hospitalier Buëch-Durance

Rue du Docteur Provansal

05300 LARAGNE-MONTEGLIN

Représenté par Monsieur Jean-Michel ORSATELLI, Directeur du Centre Hospitalier.

Ces travaux donnent lieu à un marché à procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Le montant estimé de l'opération de travaux est inférieur à 5.350.000 € HT.

1-4 DUREE DU MARCHE

Il est prévu une période de préparation de quatre semaines à compter de la notification du marché. La durée d'exécution du marché est de quatre mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux augmentée de l'année de parfait achèvement.

1-5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

1-6 MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le service technique sur CH Buëch-Durance, représenté par M Stéphane ANDRE.

1-7 CONTROLE TECHNIQUE (CT)

Les travaux faisant l'objet du présent marché ne sont pas soumis au contrôle technique.

1-8 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (CSPS)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont réalisés par une entreprise unique sans autre intervenant sur le chantier.

1-9 ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra fournir les plans d'exécution, notes de calculs et détails d'exécution à l'approbation du CH Buëch-Durance dans le délai exigé lors de la phase préparatoire des travaux.

Par ailleurs, l'entreprise devra obligatoirement, dès le démarrage de l'opération, lister l'ensemble des documents d'exécution. Ces documents seront régulièrement mis à jour au fur et à mesure de l'avancement du chantier et de l'évolution de l'opération, puis remis au CH Buëch-Durance.

L'entrepreneur effectuera au minimum les essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le document technique publié dans le Moniteur du bâtiment et des travaux publics. Les résultats seront communiqués au CH Buëch-Durance. Ces essais et vérifications sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2-1 PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe graphique dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 20 mars 2021 ;
- Sécurité et protection de la santé : aide-mémoire BTP de l'INRS fiche sécurité OPPBTP ;
- Les avis techniques du CSTB ;
- Les Normes Françaises AFNOR ;
- Le mémoire technique.

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

2-2 ASSURANCES

Le titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants doivent avoir souscrit les contrats d'assurance détaillés ci-après, en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché.

Durant l'exécution du marché, ils doivent produire à toute demande du maître d'ouvrage, une attestation de leur assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

2-2.1 Responsabilité civile

Chaque entrepreneur intervenant dans l'opération à un titre quelconque et quelle que soit sa situation juridique, doit être titulaire d'une police personnelle de responsabilité civile, couvrant les dommages de toute nature aux tiers :

- Pendant la durée des travaux du fait du chantier,
- Après réception des travaux,
- Du fait d'un événement dommageable pour les tiers occasionné par ses travaux, son personnel ou ses matériels.

L'attestation de sa compagnie d'assurance doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ci-dessus définie est en bon état de validité et que l'entrepreneur lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

Cette attestation devra préciser, outre l'identité de la compagnie d'assurance, le numéro de la ou les polices, le montant des franchises ; elle devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-Travaux, cette police devra comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le maître d'ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

2-2.2 Responsabilité décennale

L'entrepreneur devra justifier de la souscription d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation, en état de validité selon les modalités en vigueur au jour de la déclaration d'ouverture de chantier. Cette police sera applicable aux travaux de bâtiment, et pour les activités exercées, au sens de l'article l 241-1 du Code des assurances.

Ce contrat doit comporter les garanties :

- De la responsabilité civile décennale au sens des Articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code Civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et à l'arrêté du 30 décembre 1982, en capitalisation.
- De bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code Civil.

L'entrepreneur devra justifier si nécessaire de la souscription d'une police de responsabilité civile décennale applicable aux travaux de « Génie Civil ». Ce contrat doit garantir la responsabilité civile décennale, au sens des Articles 1792 et 2270 du code civil, pour les « travaux de génie civil ». Les garanties doivent être compatibles avec les spécialités techniques des travaux et d'un montant adapté aux risques encourus, et gérés en capitalisation.

Les garanties du ou des contrats souscrits par l'entrepreneur (assurance responsabilité décennale) seront de 300.000,00 € (au minimum).

L'entrepreneur devra justifier de la garantie décennale de ce marché par la production d'une attestation d'assurance, établie par une compagnie d'assurances nominative pour le chantier précisant l'activité de l'entreprise ainsi que l'abrogation de la règle proportionnelle ; cette attestation sera valable à la déclaration d'ouverture de chantier (DOC).

L'entrepreneur devra joindre, au plus tard à la signature du marché de travaux, au titre de chacun des contrats ci-dessus, une attestation émanant de la compagnie d'assurances elle-même et non du courtier, valable à la date de déclaration d'ouverture du chantier (DOC), mentionnant au minimum :

- L'identité de la compagnie d'assurances,
- Les numéros, types et dates d'effet du contrat,
- Les garanties accordées et leur montant,
- Les qualifications ou activités ou la nature des travaux garantis,
- La conformité avec les textes visés ci-dessus,
- L'abandon de la règle proportionnelle,
- Les références du chantier :
 - ✓ Identité du maître d'ouvrage
 - ✓ Adresse de chantier
 - ✓ Coût prévisionnel total des travaux

Ainsi que les attestations des cotraitants et/ou sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions que ci-avants.

Aucun règlement ne sera effectué par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas les justificatifs demandés.

ARTICLE 3 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations techniques financières ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'établissement.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Le Centre Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par l'établissement ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION

4-1 LIEU ET CONDITIONS D'EXECUTION

Les travaux seront réalisés en site occupé.

4-2 SOUS-TRAITANCE

Les entrepreneurs qui envisageraient une sous-traitance devront les préciser (nature, montant et conditions, désignation de la société sous-traitante, etc...) au moment de la remise de leur offre, en joignant le dossier de déclaration de sous-traitance (DC4).

Les pièces administratives à joindre à cette déclaration sont précisées dans le règlement de la consultation (Article 6, identiques à celles demandées au titulaire, sauf DC1).

Seules les entreprises dont le dossier aura reçu l'acceptation par le pouvoir adjudicateur pourront intervenir au titre de ces prestations.

Le maître d'ouvrage n'acceptera pas de sous-traitance au-delà du premier rang.

4-3 PERIODE DE PREPARATION

Pendant cette période, l'entrepreneur doit établir les documents indiqués au paragraphe 4 du CCAG-Travaux (norme Afnor NF P 03-001).

Il est fixé une période de préparation.

Elle n'est pas comprise dans le délai d'exécution.

Sa durée est de 4 semaines maximum à compter de la date de notification du marché.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes, par les soins de l'entrepreneur :

- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution
- Établissement par l'entrepreneur sous la coordination du CH Buëch-Durance, du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant la notification du marché
- Commandes des équipements à mettre en œuvre.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entreprise devra effectuer au minimum avant réception, les essais et vérifications figurant sur les fiches établies par l'Agence Qualité Construction (AQC).

Il est précisé que l'entreprise devra obligatoirement prévenir par écrit avec copie à la personne responsable du marché, le CH Buëch-Durance et des dates auxquelles elle procédera aux essais susmentionnés, 8 jours au minimum avant qu'ils aient lieu.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur refera à ses frais tous les essais auxquels souhaiteraient assister le CH Buëch-Durance.

4-4 DEPART DES DELAIS CONTRACTUELS

La notification de l'ordre de service de démarrage des travaux sera le point de départ des délais contractuels.

4-5 REUNIONS DE CHANTIER

Le CH Buëch-Durance dirige les réunions de chantier.

Les rendez-vous de chantier auront lieu toutes les semaines, à un jour et une heure arrêtée.

L'entreprise titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants, sont tenues de se faire représenter par un agent qualifié et autorisé, du niveau au moins de Conducteur de Travaux, capable de donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier, et qui assure l'ensemble des rendez-vous.

A chaque rendez-vous de chantier, le CH Buëch-Durance ou son représentant désigné, dressera un procès-verbal de la réunion sous forme de compte rendu de chantier numéroté. Les noms des personnes présentes y seront mentionnés. L'état d'avancement des travaux sera consigné, ainsi que les observations et instructions particulières faites par le CH Buëch-Durance.

Ces instructions auront valeur d'ordre de service et seront immédiatement exécutoires.

Chaque compte rendu de réunion aura valeur contractuelle en cas de litige entre les parties.

Ce compte rendu sera rédigé par le CH Buëch-Durance et adressé à toutes les entreprises et au maître d'ouvrage, participant à la réalisation.

Un compte rendu, sur lequel il n'aura pas été mentionné de remarques lors de la réunion suivante sera considéré comme approuvé par les parties.

4-6 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Un constat contradictoire sera établi de l'état des parements existants afin d'éviter tout litige lors de leur reconstitution.

Le titulaire devra réaliser tous les percements qui lui sont nécessaires. Il devra également les rebouchages et la reconstitution des parements conformément aux existants.

Il est rappelé que les travaux devront être réalisés sur un site en exploitation nécessitant l'emploi de méthodes et outillages appropriés. Ils nécessitent également des précautions particulières exceptionnelles.

En cas d'insuffisance de préparation et/ou de méthode utilisée non adaptée, de précautions insuffisantes ou de perturbations sur l'exploitation du site, le CH Buëch-Durance pourra interrompre les travaux de l'entrepreneur sur-le-champ et sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Toutes les conséquences de cette interruption (directes ou indirectes) resteront à la charge du titulaire.

Le CCTP précise la nature, la référence et la marque de matériaux et des matériels proposés. Toutefois, des équivalences de produit peuvent être proposées par l'entrepreneur. Une documentation précise du produit équivalent proposé par l'entrepreneur sera obligatoirement jointe à son offre. En cas de non renseignement de produit équivalent, les préconisations du CH Buëch-Durance deviendront obligatoires.

4-7 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES ETUDES D'EXECUTION ET LES DOE

Sauf stipulation contraire dans le CCTP, le titulaire aura à sa charge l'établissement de toutes les notes de calculs, les plans d'exécution, les plans de traçage d'atelier, les plans de supports, les plans de méthodes chantier, etc...

L'entrepreneur devra s'adjoindre les services d'un bureau d'études EXE pour toute reprise en sous-œuvre ou structure réalisée sur murs et charpentes existants et projetés.

Avant toute exécution de travaux, il devra adresser ces éléments en temps opportun au CH Buëch-Durance qui sera tenu de faire-part de ses observations et (ou) de son accord sur les documents au plus tard dans les quinze jours qui suivront la date de réception de ces documents.

Sous réserve de prescriptions plus contraignantes définies dans les CCTP, les documents d'études EXE et DOE seront transmis :

- Pour avis ou accord :
 - ✓ CH Buëch-Durance : 1 exemplaire numérique
- En fin de chantier : 2 exemplaires reliés et 1 exemplaire sur support numérique.

L'élaboration du dossier des ouvrages exécutés (plans de récolement, schémas, notices, etc...) est à la charge du titulaire, sous la forme définie ci-après :

4-7.1 Présentation

Le dossier des ouvrages exécutés sera fourni en un exemplaire papier plus un exemplaire reproductible sur support informatique défini par le maître de l'ouvrage. Les pièces graphiques seront également fournies sur un support informatique défini par le maître de l'ouvrage.

Chaque classeur devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires :

- Intitulé du domaine
- Nom de l'entreprise
- Numéro d'ordre du classeur.

Le premier classeur devra comporter le sommaire complet de l'ensemble du dossier :

- Liste des pièces écrites
- Liste des plans

Et chaque classeur son sommaire particulier.

Tous les documents devront comporter sur le cartouche, la mention D.O.E. en gros caractères.

Ces plans seront complétés par une série réduite de vues en plan des niveaux, facilement maniables.

4-7.2 Contenu

Le dossier D.O.E., comprendra les pièces suivantes complétées à l'article 4.2 du CCTP :

- Pièces écrites :
 - Liste des matériels et des produits mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques, plus les adresses des fournisseurs et /ou un SAV
 - Notice de fonctionnement des installations
 - Notice d'entretien des installations
 - Procès-verbaux de classement ou certificats officiels, pour les matériaux ou équipements en faisant l'objet
 - Attestation de garantie du constructeur, pour les matériaux ou matériel en bénéficiant
 - Conditions de garantie des équipements (durée, main d'œuvre et déplacement pour remplacement des pièces défectueuses, dépannage, entretien gratuit pendant la première année, ...)
 - Conditions de réception des ouvrages (fiches d'essais préalables, documentation nécessaire, P.V. de réception)
 - L'ensemble des documents, notices et dossiers techniques prévus par le décret n°92-332 du 31 décembre 1992 relatif au dossier de maintenance des lieux de travail
- Pièces graphiques papier et format .dwg ACAD v2016 ou inférieur :
 - Plans de récolements avec l'existant y compris notes de calculs
 - Tous les plans d'exécution.

4-8 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR)

Au minimum 5 jours ouvrables avant la réception, il sera procédé aux "Opérations Préalables à la Réception" (OPR) ; elles se feront de façon groupée ou séparée, à l'initiative du CH Buëch-Durance. Ces OPR ne pourront avoir lieu :

- Qu'après parfait achèvement des travaux
- Qu'après remise par l'entreprise des fiches d'auto-contrôle sur la totalité de ces travaux
- Qu'après remise des procès-verbaux d'essais
- Qu'après remise des dossiers DOE.

La (ou les) date(s) de l'OPR reste(nt) à l'initiative du CH Buëch-Durance.

ARTICLE 5 – GARANTIE

Les équipements fournis et posés seront garantis contre tout vice de fabrication.

Certains seront certifiés NF suivant les prescriptions du CCTP.

Il est prévu une garantie particulière des installations électriques et mécaniques d'une durée de deux ans à compter de la date de réception des travaux

ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

- En considérant comme incluses toute les sujétions normalement prévisibles, intempéries et phénomènes naturels habituels dans la région
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, du titulaire ou du co-contractant auquel le lot est assigné pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

Les erreurs de quantité ou omissions constatées postérieurement à la signature du marché sur cette décomposition ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix global forfaitaire notifié.

Le candidat aura donc vérifié les quantités portées sur le bordereau quantitatif et signalé ses remarques éventuelles avant la notification du marché.

L'entrepreneur devra également prendre en compte dans son prix :

- La constitution des dossiers des ouvrages exécutés (1 exemplaire papier + 1 exemplaire sous format numérique)
- Les sujétions particulières du chantier, travaux dans locaux en fonctionnement, dispositif de sécurité et de limitation des nuisances, etc...

- L'échelonnement éventuel des interventions en fonction du planning et des contraintes d'intervention décrites au CCTP
- Toutes les obligations particulières et obligations prévues dans les pièces du marché.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- Pris connaissance complète et entière des locaux, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseau et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux
- Apprécié toute difficulté des documents du dossier de consultation
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès du CH Buëch-Durance et auprès de tous services ou autorités compétents.

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT

7-1 MODALITES DE FACTURATION DES TRAVAUX

Le mode de facturation est défini ainsi pour chacun des trois bâtiments:

- ✓ Pendant la durée des travaux : 50 % (ce poste fera l'objet de plusieurs acomptes mensuels suivant la durée de la prestation)
- ✓ À la réception des travaux : 30 %
- ✓ À la levée des réserves éventuelles : 20 %.

Conformément à l'article R.2191-33 du Code de la Commande Publique, une retenue de garantie de 5 % sera appliquée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Cette retenue peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues par l'article R.2191-36 du Code de la Commande Publique.

Cette retenue sera libérée un an après la réception des travaux, à condition que l'entreprise ait satisfait à toutes ses obligations découlant des observations ou réserves émises lors de la réception.

7-2 CONDITIONS DE PAIEMENT

Les factures seront adressées par le titulaire après service fait à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur
Centre Hospitalier Buëch-Durance
Rue du Docteur Provansal
05300 LARAGNE-MONTEGLIN

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- Nom, adresse et raison sociale du créancier
- Référence du marché (numéro de marché et numéro d'opération : **OP080**)

- Numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- Désignation de la prestation
- Montant et taux de la T.V.A.
- Montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- N° SIRET CH BUECH-DURANCE: 200 030 153 00015
- Code service : CH BUECH-DURANCE_SERVICE_TECHNIQUE

Le Centre Hospitalier Buëch-Durance se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD

Le Centre Hospitalier Buëch-Durance se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites ci-après.

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont cumulatives. Elles pourront être déduites des différents paiements effectués au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités peuvent être dues dès le premier euro.

Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux :

Il pourra être appliqué une pénalité journalière de 50 € HT par jour calendaire, sans limitation, sur constatation du retard par le CH Buëch-Durance.

Pénalités pour retard dans l'exécution des levées de réserves :

Si des réserves sont stipulées sur le procès-verbal de réception établi par le Centre Hospitalier, elles devront être levées dans un délai maximum de 2 semaines ou dans le délai stipulé sur le procès-verbal.

Les observations dûment constatées comme non réalisées et en l'absence de justification sérieuse de l'entreprise, une pénalité de 100€ HT sera appliquée par jour calendaire de retard en cas de dépassement du délai d'exécution fixé par le procès-verbal des OPR et réception.

✚ Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service restée sans effet, il peut y être procédé par l'établissement hospitalier, aux frais du titulaire, sans préjudice de l'application d'une pénalité de 100 € HT par jour.

✚ Délais et pénalités pour non remise des documents fournis avant et après exécution :

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents, une pénalité de 100 € HT par jour calendaire est opérée sur les sommes dues au titulaire.

✚ Absence aux rendez-vous de chantier :

Si le titulaire ou son représentant n'assiste pas à un rendez-vous de chantier ou ne se rend pas à une convocation adressée par le CH Buëch-Durance, il est passible d'une pénalité de 150 € HT sauf motifs notifiés avant l'heure fixée ou sur motifs justifiés par cas de force majeure.

La pénalité s'applique sur simple constatation sur le compte-rendu de chantier.

✚ Pénalités pour retard dans l'exécution d'une demande formulée dans un compte-rendu de chantier :

Tout manquement à une demande formulée sur un compte-rendu de chantier pourra entraîner l'application d'une pénalité de 80 € HT appliquée par rappel supplémentaire à partir du troisième rappel mentionné sur un compte-rendu de réunion de chantier.

La pénalité s'applique sur simple constatation sur le compte-rendu de chantier.

✚ Autres pénalités diverses :

- Non-respect des consignes d'hygiène édictées par le CH Buëch-Durance : une pénalité de 80 € HT par jour calendaire est opérée sur les sommes dues au titulaire
- Défaut de nettoyage ou de balayage du chantier et des accès : ces travaux seront réalisés par une entreprise spécialisée en lieux et place de l'entreprise défaillante et le montant de la facture sera retenu sur le décompte de l'entreprise défaillante.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAUT

9-1 RESILIATION

Le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, établissement support du GHT, pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-Travaux cité ci-dessus :

- En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis du CHICAS),
- En cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

9-2 EXECUTION PAR DEFAUT

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, établissement support du GHT, fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 52 du CCAG – Travaux).

En cas de différence de prix au détriment du CH Buëch-Durance, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

ARTICLE 10 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du CCAG relatives aux marchés de travaux sont applicables au présent marché :

- Dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- En particulier l'article 2-2.1 qui déroge à l'article 9 et l'article 8 qui déroge à l'article 19 du CCAG-Travaux
- Pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

ARTICLE 11 - CONTESTATIONS ET LITIGES

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Fait à GAP, le 24 octobre 2024

Pour le GHT des Alpes du Sud,
Pour la Directrice par intérim du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,
La Directrice Adjointe :

Marion LOPEZ



CENTRE HOSPITALIER
Intercommunal des Alpes du Sud
Gap - Sisteron

